

M. Miller: Les mendiants millionnaires.

M. McCain: En fait, ce projet de loi maintient la situation des sociétés parasites de l'État, situation que le Nouveau parti démocratique avait massivement ridiculisée.

M. Waddell: Je suis d'accord là-dessus.

M. McCain: Nous recommençons à favoriser le même parasitisme, mais aux dépens du contribuable. Le contribuable paie chaque sou dépensé pour ce «bien-être» des sociétés. Dans ce système, nous privons le Trésor fédéral de la possibilité de toucher les recettes qui autrement lui reviendraient. Nous avons imposé des contraintes à la structure des sociétés, tant canadiennes qu'étrangères, ce qui a réduit l'assiette fiscale du pays. Chaque initiative en ce sens coûte de l'argent au contribuable. Le gouvernement n'a pas d'autres recettes que celles qui lui viennent du contribuable.

● (1730)

Quand on accorde ces droits à Petro-Canada ou à une autre société de la Couronne, on impose un prix supplémentaire aux consommateurs canadiens, donc en même temps aux contribuables, parce que les milliards qui ont été dépensés dans les régions off-shore et éloignées du Canada . . .

M. Waddell: Tiens, je croyais qu'il s'agissait d'un vol.

M. McCain: Ils le volent à certains et ils imposent les autres pour en payer le prix. Voilà exactement ce qu'ils font. Ces sociétés qui ont l'argent—qu'il s'agisse de Dome qui satisfait aux critères du gouvernement canadien, ou d'une autre société—elles devront demander plus aux consommateurs canadiens pour récupérer ces milliards qui ont été dépensés. Nous donnons—c'est «voler» qu'il faudrait dire . . .

M. Whelan: Pas du tout.

M. McCain: Si c'était à vous, vous accuseriez le gouvernement de vous voler. Vous ne toléreriez pas d'expropriation sans indemnisation, et voilà exactement ce qu'il y a dans le bill. Alors prenons un quart de votre ferme: cela ne vous fera pas tort. Mais vous ne prendrez pas un quart de ma maison sans vous battre. J'exigerai une indemnité. C'est tout ce que j'ai.

C'est bien le seul endroit du monde où vous pouvez exproprier sans indemniser, et le tout aux frais du contribuable.

Si on permettait à Petro-Canada de fonctionner en conditions réelles de concurrence avec les autres sociétés canadiennes, il n'y aurait plus de plaintes de ce côté-ci de la Chambre. Mais quand vous . . .

M. Whelan: Assez bizarre comme raisonnement.

M. McCain: Pas autant que le ministre de l'Agriculture dans l'exercice de ses fonctions ministérielles.

Cependant, arrêtons-nous sur la pente socialiste. Les résultats du socialisme sont assez lisibles en Suède, qui a des

Pétrole et gaz du Canada—Loi

problèmes financiers absolument insolubles tant sur le plan des changes que sur celui de la fiscalité et des emprunts monétaires qu'il va lui falloir contracter à l'étranger pour ne pas que tout s'arrête. L'Angleterre a connu un régime socialiste et ce n'est que cette semaine que le gouvernement a dit que la British Leyland n'ouvrira ses portes qu'à certaines conditions. Le contribuable ne peut plus faire les frais de ses opérations déficitaires. Gardons-nous bien d'en arriver à de telles extrémités.

M. Waddell: Et l'Allemagne de l'Ouest?

M. McCain: Oui. Elle vient en aide aux entreprises. Elle ne leur cause pas de difficultés. Elle permet à des consortiums d'exploiter selon les principes de la libre entreprise, ce qui leur donne accès à tous les marchés du monde. Ici, nous avons un gouvernement et une opposition dissidente qui refuse de voir les causes du succès de toute économie prospère et ferme carrément les yeux devant les échecs et les embûches qui sont le lot de gouvernements socialistes.

Le gouvernement devrait favoriser le libre échange, la concurrence, instaurer une politique fiscale et des conditions d'exploration et de développement comparables et favoriser la formation de consortiums, mais obliger Petro-Canada à devenir rentable sans compter sur l'argent des contribuables. Qu'elle achète ou loue ses propres terres et les exploite. Qu'elle s'associe à d'autres entreprises, mais évitons de nous en prendre aux contribuables en faisant cadeau à Petro-Canada de 25 p. 100 des biens d'une autre entreprise. Le jeu de la concurrence est faussé. Pourquoi créer une entreprise dirigée par des hommes politiques médiocres.

Si Petro-Canada devait jouer le jeu de la libre concurrence, sans l'appui de la Couronne ou des contribuables, combien de temps pourrait-elle durer? Pas bien longtemps. Voilà pourquoi son existence même n'est pas justifiée. Elle devrait voler de ses propres ailes.

M. Waddell: Le CP.

M. McCain: D'accord, le CP. Il possède la moitié du centre d'Edmonton. Quand le CP a vu le jour, Edmonton ne comptait peut-être que quelques wigwams. Ce n'est pas la faute de nos ancêtres s'il possède aujourd'hui le centre de la ville d'Edmonton. La ville de Vancouver n'avait que quelques chalands et les chemins de fer lui ont donné l'occasion de grandir. Autrement, la ville ne serait jamais devenue le centre commercial qu'elle est aujourd'hui.

Inutile de leurrer ou d'endoctriner le public canadien avec de fausses déclarations comme celle-ci: Nous leur avons donné la moitié de la ville de Vancouver. Quelle affirmation insidieuse. Avec un peu de bon sens et quelque connaissance de notre histoire, personne n'irait jamais rien dire de pareil.